

# Sommaire

## Fonctionnaires

### **2792 nouveaux enseignants en fin de formation**

Fraternité Matin - lundi 05 août 2019

### **Les fonctionnaires et les retraités envoient un message à Ouattara**

L'Inter - mardi 06 août 2019

## Société

### **«La propreté est une question de prise de conscience»**

L'Expression - lundi 05 août 2019

### **Les populations invitées à s'approprier le concept de la propreté**

Soir Info - lundi 05 août 2019

## Politique

### **La célébration sur le boulevard Giscard d'Estaing**

Fraternité Matin - mardi 06 août 2019

### **Alassane Ouattara exhorte à identifier de nouveaux chemins**

Fraternité Matin - mardi 06 août 2019

### **Jeannot Ahoussou obtient le soutien des 143 chefs de village du département de Didiévi**

L'Intelligent d'Abidjan - mardi 06 août 2019

### **L'enjeu de l'élection présidentielle de 2020 : la consolidation d'une sortie de crise ou le retour d'une crise profonde ?**

L'Intelligent d'Abidjan - mardi 06 août 2019

### **«La propreté est une question de prise de conscience»**

L'Expression - lundi 05 août 2019

## Conjoncture économique et sociale

### **La Côte d'Ivoire vise un mix énergétique de 42%**

Le Patriote - mardi 06 août 2019

### **La division audit interne et régulation se met à niveau**

Le Jour Plus - mardi 06 août 2019

### **Mcc, Bechtel et la Côte d'Ivoire lancent un nouveau partenariat stratégique**

Le Jour Plus - mardi 06 août 2019

### **L'adhésion des chefs d'entreprises souhaitée**

Le Nouveau Réveil - mardi 06 août 2019

École normale supérieure / La 53e promotion a reçu les conseils de son parrain, le ministre d'État ministre de la Défense, Hamed Bakayoko.

## 2792 nouveaux enseignants en fin de formation



Les nouveaux enseignants et leur parrain, le ministre d'État, Hamed Bakayoko ont immortalisé ces moments de célébration de l'excellence. (PHOTOS JOSÉPHINE KOUADIO)

La 53e promotion de l'École normale supérieure (Ens) a reçu samedi, le nom de son parrain, Hamed Bakayoko, ministre d'État ministre de la Défense, à la faveur du baptême de cette promotion, riche de 2792 nouveaux enseignants. Le baptême a été marqué par la remise du flambeau à la 54e promotion, symbole de son alliance avec la promotion Hamed Bakayoko. Le parrain a saisi cette occasion pour appeler ses filleuls à plus de responsabilité. « La nation a besoin de citoyens bien formés et bien disciplinés, qui ont le sens de l'État, de la patrie. Vous avez une grande responsabilité. Vous allez rentrer dans la vie active, vous allez au contact des élèves, sur l'ensemble du territoire, je vous demande de ne pas rechigner à aller partout en Côte d'Ivoire, où le pays a besoin de votre compétence », a-t-il conseillé. En outre, le ministre leur a signifié qu'il ne doit pas y avoir de différence entre les enfants des zones reculées, dans le pays profond, et ceux qui sont en ville dans la capacité à s'approprier le savoir. « Je sais qu'avec la bonne formation à l'Ens, je ne me fais aucun doute sur les aptitudes académiques, qui sont les vôtres à transmettre le savoir dans le domaine des langues, de la science, etc. », a-t-il dit. Avant d'insister pour que les membres de la promotion qui porte son nom soient des modèles dans la transmission du savoir être. Car, a-t-il fait savoir, « on peut être brillant en mathématique, français, espagnol, langue, sciences physiques chimie, etc. mais si on n'a pas de savoir être, si on n'a pas de valeur, le succès n'est pas au bout de la chaîne ». Le ministre d'État, ministre de la défense, a aussi insisté pour que ses filleules aient à cœur de transformer positivement la société de demain. Parce que les élèves qu'ils vont former et encadrer sont ceux qui feront la Côte d'Ivoire dans 15 ou 20 ans. Le Directeur général de L'Ens, Sidibé Valy, a présenté son

institution. Elle comprend 156 enseignants- chercheurs, 5628 étudiants, 46 personnels administratifs et techniques. L'école a aussi « son laboratoire », le Lycée Jean Piaget, avec 1639 élèves, de la 6e à la terminale, 50 enseignants titulaires du secondaire, et 11 personnels administratifs et techniques. « Ce laboratoire fait la fierté de l'Ens », a-t-il souligné, avant d'expliquer que depuis qu'il a pris les rênes de l'Ens en 2012, le taux de réussite au Bepc dans ce Lycée est passé de 30% à 85,31. Quant au Bac, de 43% en 2012, le taux de réussite à Piaget est passé à 61%, et 47,29%, cette année. Le Pr Valy Sidibé a par ailleurs fait savoir que 90% des enseignants dans cette école sont des stagiaires. « L'Ens, est le berceau du savoir-faire et du savoir être. Le prix normalien rime avec la normalité, la rigueur, l'honnêteté intellectuelle dans tout ce que nous apprenons, l'humilité, parce que la science est limitée ». Il a aussi indiqué que, l'École a formé pour la Côte d'Ivoire de 1964 à 2019, 35514 hauts cadres du système éducatif ivoirien mis au service de la nation. Selon le président du comité d'organisation, ce sont au total 3000 nouveaux enseignants et personnels pédagogiques qui vont renforcer le dispositif du personnel de l'éducation nationale. Ils ont choisi le ministre d'État Hamed Bakayoko pour sa loyauté et son altruisme, mais également parce qu'il est une poche de moralité. Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Albert Mabri Toikeusse, était représenté par son directeur de cabinet. **L'Ens, un pôle d'excellence sous régional.** L'École normale supérieure (Ens) est devenue un pôle d'excellence sous-régional. Son directeur général, le Pr Sidibé Valy, a donné cette information, samedi, lors du baptême de la 53e promotion sortante portant le nom du ministre d'État, ministre de la Défense, Hamed Bakayoko. Il a aussi indiqué qu'à la faveur du symposium des Ens francophones, son école a été considérée comme le point focal de toutes les Ens, « raison pour laquelle nous sommes fiers d'accueillir l'Ens de Bamako ». Sidibé Valy a rappelé qu'au moment où il prenait fonction, en 2012, l'établissement se dégradait. Il a fallu le Président Alassane Ouattara pour réhabiliter cette école alors qu'elle n'était pas prise en compte dans le programme présidentiel. Ainsi, aussitôt que ses enseignants ont été mis dans des conditions idoines de réflexion et de travail, l'école a été davantage valorisée avec l'appui du Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur (Cames), afin de faire la promotion de ses enseignants. En 2012, ils étaient 75% admis au Cames ; 78% en 2013 ; 82% en 2014 ; 54,54% en 2015 ; 88,23% en 2016 ; 75% en 2017 ; 75% en 2018 et 100% en 2019 pour les maîtres assistants. Ce qui donne un taux moyen de réussite au Cames de

77,60%. « L'Ens est partie de 3 professeurs titulaires en 2012 à 11 aujourd'hui et d'un maître de conférences à 29. Quant aux maîtres assistants, leur nombre est passé de 21 à 80 ». Le Pr Sidibé Valy a, par ailleurs, expliqué que dans les catégorisations Cames, les assistants n'ont pas de grade. Les sans grades sont au nombre de 43. L'année prochaine, l'école veut avoir 100% d'admis au Cames pour ses assistants. Il a aussi rappelé que l'Ens a été dotée d'un centre de santé avec ambulance. Il sera nanti d'un laboratoire d'analyse et d'un cabinet dentaire avec des équipements de pointe, grâce au Président Alassane Ouattara.

**MARIE-ADÈLE DJIDJÉ**



GESTION DES COTISATIONS CMU, PENSION DE RETRAITE

# Les fonctionnaires et les retraités envoient un message à Ouattara

Le ministre de l'Emploi et de la Protection sociale, Pascal Kouakou Abinan a reçu, le lundi 5 août 2019, à son cabinet à Abidjan-Plateau, deux délégations. L'une, de la Mutuelle générale des fonctionnaires et agents de l'État de Côte d'Ivoire [Mugefci], conduite par son Président du conseil d'administration [Pea] Kouamé Mesmin Komoé, et l'autre, de l'Association des organisations de retraités de Côte d'Ivoire, qui avait pour porte-parole, Kouassi Koffi Mathurin. Ces différentes délégations étaient porteuses d'un message de remerciements, de reconnaissance au Premier ministre Amadou Gon Coulibaly et au président de la République, Alassane Ouattara. Kouamé Mesmin Komoé, justifiant la démarche de la Mugefci, face au ministre Abinan, a noté que dans le cadre de l'arrimage Mugefci-Couverture maladie universelle [Cmu], la mutuelle sociale qu'il administre avait sollicité l'appui du gouvernement au titre des cotisations pour le compte de Cmu. Cela, "de sorte que les ressources soient suffisantes pour gérer à la fois la Cmu et la complémentaire obligatoire que la Mugefci va mettre en place au profit des fonctionnaires et agents de l'Etat de Côte d'Ivoire". «Ce plaidoyer a été pris en compte à travers la prise d'un décret le mois dernier: qui prend en charge la période de carence, de même que la contribution pour une part patronale. Les deux mis ensemble, feront que les fonctionnaires ne sentiront pas de variation sur leurs revenus par rapport à la Couverture maladie universelle», a fait constater Komoé Mesmin. «il était donc bon que nous venions traduire au ministre nos remerciements pour nous avoir accompagné dans toute cette procédure», a-t-il salué. Komoé Mesmin a ajouté que ce sont également des mots de félicitation que la délégation de la Mugefci est venue adresser au ministre vu que cet accompagnement a abouti à une réponse favorable du gouvernement. A cette rencontre, le Pca de la Mugefci a introduit une requête auprès du ministère de tutelle à l'effet de rencontrer le président Alassane Ouattara pour lui exprimer de vive voix, et dans le cadre d'une "cérémonie solennelle haut en couleur", sa reconnaissance pour les actions posées au bénéfice des fonctionnaires. «Nous souhaiterons avoir une rencontre solennelle avec le président de la République, si son calendrier le permet, à laquelle seront associés tous les membres du conseil d'administration ainsi que les délégués aussi bien d'Abidjan que de l'intérieur du pays», a sollicité M. Komoé. A l'instar des fonctionnaires, les retraités de Côte d'Ivoire sont venus remercier le ministre pour son souci permanent de protéger au mieux les personnes vulnérables du pays que sont les personnes du 3e âge. «Les services placés sous la tutelle de votre ministère nous donnent entière satisfaction selon leurs

possibilités budgétaires», a mentionné Kouassi Koffi Mathurin. Mais aussi, le chef du gouvernement et le président de la République, car, a soutenu le porte-parole, 2019] ayant été décrétée l'année du social, les retraités ont observé avec beaucoup de satisfaction qu'ils perçoivent leurs pensions à bonne date et souvent avant chaque fin du mois ; que le nombre des personnes prises en compte par les filets sociaux a augmenté, etc. Pour tous ces mots de reconnaissance à l'endroit du gouvernement, le ministre Abinan a dit sa fierté et sa joie, avant de saluer la démarche des différentes organisations. Il a promis de rendre fidèlement compte au Premier ministre, qui lui, informera par la suite le chef de l'État.

ELYSÉE LATH



Goudou Coffie Raymonde

## «La propreté est une question de prise de conscience»

La solidarité gouvernementale était de mise, vendredi. La Semaine nationale de la propreté a vu la participation de la ministre de la Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du service public, Goudou Coffie Raymonde. Une occasion pour elle de lancer un appel aux populations sur la problématique de la propreté pour le bien-être de tous. «Il est important que la propreté fasse partie de notre quotidien. La propreté est une question d'éducation (...) Toute la population doit se l'approprier. C'est une question de prise de conscience. Il faut faire en sorte que les populations comprennent et acceptent que notre environnement soit propre. Il faut, bien sûr, décliner plusieurs paramètres qui sont de la santé, de l'économie. Dans un pays où toute la population est malade du fait des épidémies, ce n'est pas un pays qui prospère. Aujourd'hui, nous avons une économie forte et pour que nous puissions avoir ses retombées, il faut une population en bonne santé», a-t-elle soutenu. Félicitant sa collègue du gouvernement pour sa détermination. «Il faut le reconnaître, Abidjan commence à être propre», a reconnu Goudou Coffie Raymonde qui a encouragé la ministre de l'Assainissement et de la Salubrité à poursuivre la sensibilisation afin d'amener les populations à comprendre que c'est pour le bien de tous. «Quand vous insistez, vous finissez par avoir des résultats. Et les résultats sont là, probants, visibles», a conclu la ministre de la Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du service public.



## LUTTE CONTRE L'INSALUBRITÉ

# Les populations invitées à s'appropriier le concept de la propreté



La photo de famille, au terme de la rencontre (Ph. DR)

« Propreté, valeur de la vie quotidienne et facteur de développement », tel était le thème de la conférence inaugurale de la Semaine nationale de la propreté. Le vendredi août 2019, à l'espace Crrae-Uemoa, au Plateau, le ministre de l'Assainissement et de la salubrité, Anne Désirée Ouloto, a défini la propreté comme un enjeu. Un défi à relever dans l'optique d'améliorer le cadre de vie des populations tel qu'a toujours voulu le chef de l'Etat. Raison pour laquelle, a-t-elle confié, cette norme environnementale figure au nombre des priorités gouvernementales. Il s'agit, pour le gouvernement, à travers cette détermination, a insisté la ministre, d'imposer la propreté dans les habitudes des populations ivoiriennes au même titre que la sécurité, la santé, la cohésion sociale... Certains pays sont très avancés sur la question de la propreté et cela leur a permis de gagner en développement. Anne Désirée Ouloto qui entend faire de la Côte d'Ivoire un pôle de la propreté a cité l'exemple de Kigali, de Singapour, de la France, de la Suède, des Etats-Unis et de la Suisse. Ces nations, a-t-elle signifié, ont bataillé et mis les bouchées doubles pour atteindre ce niveau qui est envié par tous, aujourd'hui. « La propreté est un vecteur de Paix et de développement. Il est également considéré comme un élément d'appréciation pour l'atteinte de l'émergence », a-t-elle indiqué avant de faire savoir que la propreté véhicule une image de respect, inspire à la confiance et pré-augure de la dignité. Un pays propre, a poursuivi la ministre, rassure les visiteurs et les investisseurs, inspire la confiance et la dignité de ses habitants. Pour Anne Désirée Ouloto, il faut tout mettre en oeuvre pour amener les populations quel que soit leur niveau de vie à s'approprier ce concept qui met en avant la valeur esthétique d'un pays et engendre une image de marque qui touche et inspire. D'où sa doléance faite à l'Etat ivoirien dont la teneur est de codifier la propreté des villes

par le truchement du code de la salubrité, de la santé, des investissements. Elle a demandé aussi que des textes d'application soient pris pour renforcer le cadre juridique et institutionnel de la salubrité en vue de susciter le développement des villes durables. Impliquer l'ensemble des populations dans le positionnement de la propreté comme norme sociale; redynamiser l'instruction civique; lutter contre la pauvreté et la précarité ; renforcer la sécurité sociale; agir ensemble et travailler en équipe, en famille, à la maison, sur le lieu de travail sont certaines des propositions de la ministre. Il ne faut rien, a dit Anne Désirée Ouloto, remettre à demain. Se décider aujourd'hui, tout de suite, et ne jamais rendre l'autre responsable de l'insalubrité est la meilleure option à prendre. Car pour la ministre de l'Assainissement et de la salubrité, l'absence de propreté aggrave la précarité, met à mal l'environnement, le système sanitaire et le secteur économique. Venu apporter le soutien du gouvernement, le ministre de la Modernisation de l'administration et de l'innovation des services publics, Raymonde Goudou Coffie, a salué l'initiative, puis a invité les uns et les autres à s'approprier la propreté. Trois (3) panels ont meublé la conférence inaugurale dont l'apothéose est prévue dans la commune d'Abobo, par l'organisation d'une journée de propreté.

ELYSÉE YAO

Fête nationale du 7 Août / L'union et le développement sont devenus les termes de référence du Président de la République depuis quelques années.

## La célébration sur le boulevard Giscard d'Estaing



Le Chef de l'État, Alassane Ouattara, passera en revue les différentes composantes de l'armée de Côte d'Ivoire. (PHOTOS: O. R.)

Mercredi 7 Août, la Côte d'Ivoire indépendante aura 59 ans. Les Ivoiriens auront droit à un grand défilé militaire qui se déroulera sur le Boulevard Giscard d'Estaing dans la commune historique de Treichville. Ce sera la deuxième fois d'affilée que la célébration se déroule en dehors du Palais de la Présidence de la République. Ce format de la fête avait été interrompu pendant 38 ans, avant de reprendre l'année dernière. Et comme l'année dernière, cette festivité devrait être un grand moment de rassemblement et de fierté. L'habituelle adresse à la nation du Chef de l'État est attendue, elle, ce soir. C'est toujours une occasion, pour lui, de renouveler le pacte social qui le lie aux Ivoiriens. À ce sujet, Alassane Ouattara a pris, l'année dernière, la décision historique d'amnistier 800 détenus poursuivis ou condamnés pour des infractions en lien avec la crise postélectorale de 2010. Des condamnations pour des infractions contre la sûreté de l'État commises après le 21 mai 2011, date de sa prestation de serment comme Président de la République, furent effacées. Ce fut l'un des temps forts de son adresse à la Nation. D'autant que parmi les bénéficiaires de cette clémence offerte par la Nation, figuraient de hauts dignitaires de l'ancien régime. Notamment l'expatriée dame Simone Éhivet Gbagbo, les ex-ministres, Lida Kouassi et Assoa Adou. Avait été également élargi, Souleymane Kamaraté dit soul To soul, proche collaborateur du président de l'Assemblée nationale d'alors, Guillaume Soro. Par ce geste de décrispation, le président ivoirien traduisait en acte, en tant que disciple, l'une des vertus du père de la nation, le président Félix Houphouët-Boigny pour qui il n'y avait pas de sacrifice trop grand pour la paix. Ce 6 Août devrait maintenir le cap de la décrispation et perpétuer la tradition du père fondateur. Ainsi, 3000 détenus devraient être libérés, si l'on en croit les dernières décisions du Conseil des ministres. En 2018, le pardon de la République fut aussi une invite aux Ivoiriens à se pardonner et à s'attacher à vivre ensemble. Ce fut spécialement une exhortation à la classe politique à quitter les sempiternelles querelles artificielles de chapelles, en vue d'un débat politique plus constructif et apaisé. Sans doute qu'en cette année préélectorale, le numéro un ivoirien renouvèlera

l'exercice pédagogique envers les acteurs politiques et les appellera à nouveau à dépassionner les polémiques. Notamment sur la Commission électorale indépendante (CeI). D'autant que la réforme électorale, initiée par le gouvernement, est le fruit d'un consensus enfanté par six mois de discussions avec les parties prenantes. Et qu'elle prend en compte les avis de l'arrêt de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples du 18 novembre 2014. Encore qu'une commission électorale ne fait pas gagner une élection. En témoignent, les victoires des candidats indépendants qui n'en finissent pas de battre des records face à des dinosaures. À défaut d'obtenir l'unanimité, le président ivoirien rassemblera à tout prix. Il marquera aussi sa volonté de faire tourner de plus belle la manivelle de la gouvernance afin de faire descendre à la base les fruits de la forte croissance économique (7.5%). De la vient qu'il ait décrété cette année, comme l'année du social. La fête de l'indépendance lui offrira l'occasion de revisiter les grandes avancées de cette croisade lancée sur les multiples fronts de la santé, de la formation, de l'eau, de l'électricité, des routes, de l'autonomisation des jeunes et des femmes. Dans cette marche en avant qu'est le progrès dans un État, il en restera toujours des défis. Voire des urgences. L'année dernière, Alassane Ouattara avait, par exemple, déploré la pénurie d'eau dans certaines localités du pays. Depuis, les choses se sont grandement améliorées. S'il va à la rencontre des aspirations du peuple, par ses déplacements et ses actions, le chef de l'État saisit, en retour, toutes les occasions, comme celle que lui offrira la commémoration de la fête nationale, pour fixer dans les consciences, le devoir impératif qu'a chaque citoyen, d'apporter sa pierre à l'édification d'une Côte d'Ivoire nouvelle, plus forte, plus tolérante et plus équitable. Ce qui garantira la stabilité du pays, condition sine qua non au développement, à la prospérité et au bien-être de chacun et de tous. Tout en appelant à cet « Ivoirien nouveau », le président ivoirien place sa conviction dans le renouvellement démocratique des générations. Les yeux rivés sur 2020.

**BENOIT HILI**

Échanges commerciaux États-Unis-Afrique / En ouvrant hier, à Abidjan, le Forum ministériel du 18e Forum de l'Agoa à Abidjan, le Président ivoirien a également réitéré l'ambition de la Côte d'Ivoire de porter de 1 à 3,5 milliards de dollars le montant des exportations ivoiriennes vers les états-Unis.

## Alassane Ouattara exhorte à identifier de nouveaux chemins



Le Chef de l'Etat et de hauts dirigeants d'Afrique et des États - Unis ont donné un cachet spécial à la rencontre d'Abidjan. (PHOTO : JOSEPHINE KOUMBO)

Six petites années, et puis c'est fini. L'Africa Growth and Opportunity ACT (Agoa, la Loi sur la croissance et les perspectives économiques en Afrique) promulgué par les états-Unis en 2000 comme mécanisme de facilitation des échanges commerciaux entre les états-Unis et l'Afrique s'achève, en effet, en 2025. Et tout porte à croire qu'il ne sera pas à nouveau prorogé, comme ce fut le cas en 2018, quand le Président Obama autorisa la prolongation de ce mécanisme jusqu'en 2025. En choisissant pour thème de la dix-huitième édition du Forum commercial et économique dit Foire Agoa qui se tient à Abidjan depuis dimanche, « L'Agoa et le futur : développer un nouveau paradigme pour orienter les relations commerciales et les investissements entre la Côte d'Ivoire et les états-Unis », les organisateurs entendaient anticiper l'après-Agoa, tout en adoptant de meilleures stratégies pour tirer profit du mécanisme de l'Agoa avant qu'il n'expire. C'est précisément à ce travail de rénovation d'un outil qui a fait ses preuves, mais aussi d'invention d'un futur commercial qui se fera bientôt sans mécanismes préférentiels, que le Président de la République de Côte d'Ivoire, M. Alassane Ouattara, a convié l'assemblée. « Je vous exhorte fortement à prendre part activement aux travaux et à enrichir le débat de l'après 2025 afin d'identifier les nouveaux chemins à emprunter pour soutenir durablement la dynamique de nos échanges, et consolider nos économies sur leurs trajectoires de croissance respectives » Les travaux de cette édition, avait relevé auparavant le Chef de l'état, « devraient nous permettre d'identifier les voies et les moyens de renforcer et de développer les opportunités commerciales offertes par l'Agoa, afin de générer une croissance inclusive pour nos pays ». Les questions de développement du commerce en général, et celles des biens échangeables en particulier, étant vitales pour le développement, notamment celui du

continent africain, des initiatives comme l'Agoa qui permet à près de 7000 produits africains d'entrer sans droits de douanes sur le vaste marché américain fort de plus de 350 millions de consommateurs avec un PIB de 21 300 milliards de dollars (en 2019), vont dans le bon sens. L'accès préférentiel des produits africains éligibles au marché américain à travers l'Agoa a permis d'accroître le niveau des échanges commerciaux de l'Afrique avec les états-Unis de plus de 70% sur la période 2008-2013, s'est félicité le Président Ouattara avant d'appeler à la poursuite de ces efforts afin d'augmenter significativement les volumes des échanges de part et d'autre, compte tenu des potentialités et des opportunités que représente ce partenariat. **La Stratégie Agoa de la Côte d'Ivoire.** S'agissant de la Côte d'Ivoire, le Chef de l'Etat, après avoir rappelé l'objectif de la stratégie nationale Agoa qui est de hisser le pays aux premiers rangs des pays membres de l'Agoa à travers la diversification et l'amélioration de la compétitivité des produits ivoiriens, a réitéré l'ambition du pays en matière d'exportations vers les états-Unis. « Notre ambition est d'accroître nos exportations vers les États-Unis en passant de 1 milliard de dollars (1 dollar= environ 600 Fcfa) aujourd'hui à 3,5 milliards de dollars à l'horizon 2025, sur les filières de la confectionhabillement, des fruits tropicaux transformés, du manioc et ses dérivés, de l'amande de cajou, du miel naturel et du karité ». Pour ce faire, de nombreuses réformes ont été menées en vue d'offrir un environnement propice aux investissements privés et au développement du secteur privé, avec entre autres résultats, la progression depuis 2011 du pays de 42 places dans le classement Doing Business de la Banque mondiale, et une place dans le Top10 des pays les plus réformateurs au monde. Malgré les progrès constatés au niveau du volume des échanges entre l'Afrique et les états-Unis, facilités par la mise en œuvre de l'Agoa, des défis importants restent à relever pour permettre aux pays africains de pleinement tirer profit de l'accès au marché américain, a nuancé M. Ouattara. « Au nombre de ceux-ci, on peut, notamment, citer le défi de la diversification des produits échangés ainsi que celui du niveau encore faible des investissements américains en Afrique, qui représentent à ce jour moins de 1% du total des investissements des Etats-Unis au niveau mondial ». D'autres défis et contraintes internes au niveau des pays africains ont été soulignés par le Chef de l'état : le faible niveau de productivité et de compétitivité de certaines

## Ouattara exhorte à identifier de nouveaux chemins

PP. 2 - 3 - 4

- *Le Président de la République a ouvert hier, à Abidjan, le Forum ministériel du 18<sup>e</sup> Forum de l'Agoa.*

- *Il a réitéré l'ambition de la Côte d'Ivoire d'augmenter ses exportations vers les États-Unis.*



filières, du fait notamment des contraintes liées aux infrastructures de production, à la formation et à la disponibilité de la main d'œuvre qualifiée, à l'accès au financement pour les entreprises exportatrices et aux coûts des facteurs de production de manière générale. Avec les mutations du commerce international et le démarrage cette année de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), c'est un nouveau paysage qui se présente, appelant les partenaires africains et américains à s'adapter à la nouvelle donne. Pour le chef de la délégation américaine à ce dix-huitième Forum, l'ambassadeur Curtis J. Mahoney, Représentant adjoint au commerce des états-Unis (venu à la place du représentant personnel du Président des états-Unis pour le commerce, Robert Lighthizer), les objectifs poursuivis par l'Afrique à travers la Zlecaf et les nouvelles initiatives américaines destinées à remplacer l'Agoa comme « Prosper Africa » vont dans la même direction. « Les états-Unis soutiennent la Zlecaf », a martelé M. Mahoney qui a matérialisé ces propos en signant séance tenante avec le Commissaire de l'Union africaine chargé du Commerce et de l'industrie, M. Albert Muchanga, une déclaration conjointe sur l'Agoa. L'objectif visé par toutes ces initiatives est de parvenir, in fine, à accroître la part de l'Afrique dans le commerce mondial et les chaînes de valeur internationales, afin de favoriser une plus forte croissance et élever le niveau de vie des populations, a rappelé le ministre ivoirien du Commerce, de l'industrie et de la Promotion des PME, M. souleymane Diarrassouba. Le premier orateur du jour s'est félicité du record de participation à ce forum ; plus de 1 100 délégués de 36 pays membres (sur les 39 pays africains éligibles), et 29 pays représentés à un rang ministériel. Ce qui traduit l'intérêt qu'accordent les deux parties américaine et africaine subsaharienne au développement d'une relation plus étroite. Le Forum d'Abidjan s'achève aujourd'hui, avec les observations finales de l'ambassadeur Tibor Nagy, sous-secrétaire d'état américain aux Affaires africaines et du Premier ministre de Côte d'Ivoire, Amadou Gon Coulibaly



Après son adhésion au Rhdp / Après son départ au Rassemblement des Houphouëtistes pour la démocratie et la paix le 2 juin dernier, Jeannot AhoussouKouadio a tenu sa première rencontre avec les autorités traditionnelles du département de Didiévi.

## Jeannot Ahoussou obtient le soutien des 143 chefs de village du département de Didiévi



Photo de famille (Photo DR)

Après son départ au Rassemblement des Houphouëtistes pour la démocratie et la paix le 2 juin dernier, Jeannot AhoussouKouadio a tenu sa première rencontre avec les autorités traditionnelles du département de Didiévi. Le dimanche 4 août dernier, à son domicile de Didiévi, en présence de la quasi-totalité des têtes couronnées du département, il a réitéré ses remerciements à ceux-ci pour s'être mobilisés pour l'annonce de son départ au Rhdp. Très touché par cette marque d'affection et d'attention à son égard, le Président du Sénat ivoirien s'est une fois de plus confié à ses parents N'gban et N'Zikpli ; eux qui l'ont toujours soutenu tant politiquement que dans la vie de tous les jours. « Je suis venu une fois de plus solliciter votre soutien sans faille pour la nouvelle voie que nous venons d'emprunter ensemble. Chaque fois que j'ai eu besoin de votre soutien cela ne m'a jamais fait défaut. De façon réciproque nous nous soutenons et vous savez que je ne vous ai jamais conduit sur un mauvais chemin. Alors faites moi confiance et soutenez moi pour que là où nous partons je puisse avoir de la force parce que vous mes parents, vous êtes derrière moi » a-t-il d'entrée de jeu fait savoir avant d'aborder la question de paix tant recherchée par les ivoiriens. Pour le natif de Raviart cette paix passe par un soutien fort au Rhdp et à son Président, son excellence Alassane Ouattara. Alors ne nous oublions pas, pensons à ce que nous avons déjà vécu comme crise et souvenons-nous des douleurs que ces crises ont causées au sein de nos populations. C'est pourquoi nous devons savoir raison gardée et faire en sorte que cela ne se

produise plus. Lorsque les Présidents Bédié et Ouattara sont partis parler sur la tombe d'Houphouët et qu'ils ont pris l'engagement de faire la paix, nous avons connu cette paix relative que nous vivons en ce moment. Cette alliance scellée entre les deux . Moi je continue d'en faire mien. Si nous qui nous considérons comme héritiers politiques d'Houphouët-Boigny, ne nous sommes pas assis pour nous parler, renforcer nos liens, ramener la cohésion entre nous, les choses seront difficiles et compliquées pour nous tous ; nous nous perdrons. Alors je vous demande d'apporter votre soutien à Alassane Ouattara pour que cette paix relative que nous avons pu obtenir soit consolidée. » a-t-il indiqué avant d'ajouter « Je l'ai dit ici le 2 juin dernier, tous notre cœur est au Pdc et que c'est la raison qui nous emmène au Rhdp. Que cette raison nous guide dans nos actions pour la paix dont nous avons besoin et recherchons. » a souligné l'illustre orateur du jour. Qui a relevé face à ses parents les grandes actions de développement dont bénéficie Didiévi. En plus des collègues de proximités, des écoles primaires, Jeannot Ahoussou-Kouadio a fait connaître le grand bon en matière d'électrification. À savoir de 55 villages électrifiés en 2000, aujourd'hui le département connaît une avancée significative avec 129 villages électrifiés. « Pour les 15 villages qui restent soyez rassurés ils seront électrifiés d'ici 2020 (...) Alassane Ouattara est un travailleur. Lorsque je venais être député ici, en 2000 nous avions que deux châteaux d'eau dans le département, un à Didiévi et un à TiéN'diékro. Aujourd'hui nous avons le château d'eau de Boli, le château d'eau de Djassanou vient d'être livré, Molonoublé est en cours de réalisation. Avant nos mamans partaient chercher l'eau marigot, après nous avons connu les pompes à motricité humaine et aujourd'hui on parle de château d'eau sous la gouvernance d'Alassane Ouattara. Avec lui nous parlons de Rhdp aujourd'hui alors suivons le car on adore le fétiche de son époque. Pour notre époque le fétiche c'est le Rhdp suivons-le et l'avenir nous dira. » a-t-il convaincu l'ensemble des 143 chefs présents. Pour clore son propos, l'ex viceprésident du Pdc-Rda a dit « Un parti qui est crée et qui porte le nom d'Houphouët-Boigny est une excellente chose. Très bientôt je vais envoyer des émissaires dans chacun des villages du département. Réservez-leur un bon accueil. Soutenez moi pour que 2020

soit bon pour nous. » Au nom des gardiens de nos us et coutumes, nanan Ouffouët, après ces messages forts, emprunt d'explications et échanges a donné leur accord pour soutenir leur fils « Nous avons compris le message que tu viens de nous passer. Tu es notre fils, tu es pour nous la porte d'entrée et la porte de sortie. C'est toi qui sais ce qui se passe au sommet de l'Etat. Lorsque tu viens nous parler nous ne pouvons dire que tu dis des contrevérités. Alors tu nous demandes de te soutenir, nous te disons que tu as notre soutien mais en retour soit fort et tient bon pour que nous ayons la force de te soutenir ».



Élection en Côte d'Ivoire - 2020 n'est pas 2010 : Ouattara, Bédié, Gbagbo ou INCERTITUDES TROUBLANTES à 14 mois de la présidentielle

# L'enjeu de l'élection présidentielle de 2020 : la consolidation d'une sortie de crise ou le retour d'une crise profonde ?



Alassane Ouattara, Laurent Gbagbo et Henri Konan Bédié (Photo DR)

L'histoire de la Côte d'Ivoire se caractérise, depuis 1999, par une succession de crises dont l'ampleur et la gravité restent dans nos mémoires : coup d'État, crise politico-militaire, partition du pays, crise post-électorale. Tous ces soubresauts se sont nourris du retour d'affrontements ethniques sur fond de fractures territoriales. L'élection de 2010 et la sortie de la crise post-électorale en 2011 ont permis, avec l'arrivée de la coalition du RHDP au pouvoir, une sorte de retour à la paix civile avec la promesse d'une réconciliation nationale. Mais, l'évolution du RHDP, devenu le nouveau parti présidentiel, a entraîné le départ du PDCI de Bédié. La politique étant une réalité complexe avec, sans cesse, un jeu d'alliances qui évolue au gré des circonstances, l'élection de 2020, 10 ans après la crise post-électorale de 2010-2011, pourrat-elle consolider une sortie de crise qui n'en finit pas de durer ou, au contraire, va-t-elle plonger à nouveau le pays dans une nouvelle crise dont personne ne peut encore mesurer l'ampleur ? **L'état des lieux en 2010**

En 2010, le pays vit dans l'illusion d'une sortie de crise après 10 ans de règne de Gbagbo. Le pays n'est plus officiellement coupé en deux. Sur le papier, le territoire et les armées sont réunifiées. Toutes forces politiques ivoiriennes sont présentes dans tous les gouvernements de la présidence Gbagbo. Et en plus de la communauté internationale, il y'a une forte poussée interne en faveur de l'élection présidentielle. En réalité, le pays restait profondément désuni. Ce qui existait en 2010, c'était l'illusion d'être uni et d'être en paix, chacun faisant semblant d'oublier que la crise était encore là. Ainsi tous les partis politiques, au travers des alliances qui se sont constituées, se rendent à l'élection présidentielle de 2010,

en chantant « Tout va très bien, Madame la Marquise », une chanson française de 1935 dont les paroles désignent un optimisme de façade. Cette chanson est devenue une expression proverbiale pour désigner une attitude d'aveuglement face à une situation désespérée. En 2020, il n'existe pas deux armées et des territoires qui servent de base arrière pour une rébellion. En 2020, le contexte semble totalement différent, même si, peu à peu, s'installe une sorte de peur ambiante ! Mais, il n'y aura pas deux armées prêtes à s'affronter et le pays n'est plus coupé en deux géographiquement physiquement, pour ne pas dire territorialement ! Néanmoins, il reste divisé dans les cœurs et dans les esprits avec deux blocs en présence !

## 2020 : une élection sous le signe de la revanche?

Ce qui inquiète des Ivoiriens et les observateurs, c'est que l'élection présidentielle de 2020 peut se passer sous le signe de la revanche. En effet, on retrouve dix ans après, les mêmes chefs de partis qui conduisent la campagne électorale de leur camp : Ouattara, le président sortant, Bédié pour le PDCI et Gbagbo pour le FPI. Il est encore difficile pour des figures nouvelles, à l'intérieur des trois grands partis ivoiriens, d'émerger, alors que l'on pourrait s'attendre à un renouvellement des générations. Guillaume Soro qui avait voulu d'autonomiser et incarner une offre politique nouvelle ( pour ne pas dire une force nouvelle politique), une alternance générationnelle, est en train de devenir avec Bédié, l'appendice qu'il a refusé d'être avec Ouattara et le Rhdp.

## Au ralenti ...

L'Afrique évolue, se transforme, alors que le paysage politique ivoirien semble figé. Petite incertitude : on ne sait toujours pas, à 14 mois de l'élection présidentielle, si Ouattara, Bédié et Gbagbo seront candidats. Tout le monde est encore dans les spéculations et l'attente. Fausse attente peut-être en ce qui concerne le nouveau parti présidentielle, le RHDP, dont le candidat semble déjà désigné ? Fausse attente pour le PDCI, Bédié ne faisant pas mystère de ses intentions ? Et pourtant rien n'est moins sûr : le chef de l'État a dit qu'il fera connaître sa décision en 2020. Le PdcI, qui avait annoncé une convention pour octobre 2019, désignera son candidat le plus tard possible, afin d'éviter d'avoir à gérer trop de mécontentement et de déceptions....., au sein du parti, de la part des candidats qui auront été floués. Ainsi, interrogé sur la date de désignation du candidat de son parti à la présidentielle, Henri Konan Bédié a déclaré dans le journal Le Monde : «

Le parti décidera entre octobre et le premier semestre 2020 ». À la même question, il a répondu sur RFI : « Je pense que ça sera au second semestre de 2020, 3 mois avant la campagne électorale ».

### **Le Pdc, le Rhdp ou l'art d'avancer à reculons ou en ralenti ....**

Laurent Gbagbo, lui, est obligé d'attendre ce que la Cpi dira, mais pour l'instant, son camp n'envisage pas de plan B, avec des partisans qui non seulement le vouent candidat, mais vainqueur revenant au pouvoir dans une sorte d'exploit spectaculaire... !!!! Il reste une inconnue : le choix que fera Guillaume Soro. Serat-il candidat ? Il faut attendre, attendre, attendre pour connaître les candidats ! Il ne s'agit pas d'un retard dans l'annonce des candidatures, mais bien d'une stratégie attentiste, consistant à ne jamais partir trop tôt afin de ne pas attiser les mécontentements à l'intérieur de son propre parti ou dans l'électorat.

### **Le respect du calendrier électoral**

L'un des marqueurs de la démocratie est le respect du calendrier électoral. L'élection présidentielle est prévue, conformément à ce que prévoit la constitution, le 28 octobre 2020. Le Président de la République, Alassane Ouattara, a indiqué le lundi 24 juin 2019 que le scrutin sera bel et bien tenu à cette date lors d'une rencontre avec les sénateurs du Rhdp au Palais présidentiel : « Je vous donne l'assurance que l'élection présidentielle de 2020 aura bien lieu le 28 octobre 2020 et rien ne pourra s'opposer à cela. Et je veux aussi vous donner l'assurance que cela se fera dans la paix. J'aimerais que les gens arrêtent de se faire peur. (...) Il n'y aura pas de désordre en Côte d'Ivoire. Il n'y aura aucun problème en 2020 parce que les élections seront démocratiques et transparentes », avait-il précisé.

### **La question de la Cei**

Mais avec cette stratégie attentiste et à reculons, question : tout le monde a-t-il envie d'aller au même rythme pour tenir la date du 28 octobre ? La Commission électorale indépendante (Cei) n'est pas encore mise en place. La volonté du gouvernement d'avancer pour permettre à cette commission de déployer le processus devant conduire à l'élection de 2020, après l'adoption du projet de loi portant reconstitution de cette commission, est menacée par les voix venant du côté de l'opposition qui demandent la poursuite des consultations. Une saisine du Conseil constitutionnel a été lancée pour dénoncer le nouveau format de la Cei. Le Pdc, par la voix de son président Henri Konan Bédié, a indiqué, au cours d'une interview à RFI, le vendredi 2 août 2019, qu'il saisira la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples. Toutes ces démarches peuvent ralentir l'agenda électoral, voire le bloquer. On évoque même la volonté, chez certains, d'instaurer un climat favorable à une insurrection populaire comme au Burkina, au Soudan, en Algérie, afin de chasser le gouvernement Ouattara avant octobre 2020. Cette hypothèse semble peu probable. On peut cependant craindre des manifestations sporadiques de violence. Il est donc urgent que l'épineuse question de la Cei soit tranchée. Le président du parti Pour la République et la démocratie, Adié Dominique, a demandé que soit mise en place une transition pour préparer l'élection présidentielle de 2020. Une requête similaire avait été faite en vue de l'élection de 2015. Elle n'avait pas abouti ! Aujourd'hui, le RHDP, le nouveau parti présidentiel semble avoir pris de l'avance sur ses concurrents. Le nom de son candidat pour 2020 circule déjà. Les choses doivent s'accélérer dès la rentrée de septembre 2019. Et pourtant il n'est pas sûr de connaître le nom des candidats des grands partis ivoiriens peut-être avant l'été (juin-août) 2020. Allons-nous vers une

présidentielle au ralenti et à reculons ? Avec cette manière de fuir ou de retarder le grand rendez-vous de désignation et d'investiture des « grands » candidats ? En 2010, à cause des multiples reports liés à la guerre d'une élection devant se tenir en 2005, les grands candidats étaient déjà connus et désignés au moins deux ans avant l'élection. Ils n'avaient pas rusé avec les électeurs ! Ils ont fait une campagne ouverte, après avoir déclaré leurs intentions. À 14 mois de 2020, les autres grands candidats à venir n'auront pas la chance des candidats de 2010, en vue de faire une longue campagne... Vous avez dit à reculons et au ralenti ... ?

### **CHARLES KOUASSI**

LE DÉVELOPPEMENT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES / Le ministre du Pétrole, de l'Énergie et des Énergies renouvelables Abdourahmane Cissé s'est engagé à finaliser la stratégie nationale pour le développement des énergies renouvelables...

## La Côte d'Ivoire vise un mix énergétique de 42%



### Abdourahmane Cissé a salué la qualité des échanges et des recommandations

Le ministre du Pétrole, de l'Énergie et des Énergies renouvelables Abdourahmane Cissé s'est engagé à finaliser la stratégie nationale pour le développement des énergies renouvelables, de la maîtrise de l'énergie et l'électrification hors réseau, en vue de la présenter au gouvernement pour adoption, d'ici à fin 2019. Pour ce faire, il s'est félicité des recommandations qui ont été formulées à la clôture de l'atelier de validation des documents de cette stratégie le

vendredi 2 août au Plateau. « Cette approbation amorcera l'exploitation de l'important potentiel de la Côte d'Ivoire en matière d'énergies nouvelles et renouvelables et permettra d'atteindre les résultats que nous nous sommes fixés », a indiqué le ministre Cissé, non sans mentionner ces objectifs. A savoir, fournir aux populations ivoiriennes, une énergie abondante, de qualité et à un coût abordable, tout en respectant les engagements de la Côte d'Ivoire à la COP21 d'atteindre un mix énergétique de 42% d'énergies renouvelables à l'horizon 2030, d'attirer des investissements privés, de créer des emplois et de faire des énergies alternatives une source de prospérité durable. « Par ailleurs, outre les textes réglementaires examinés, des mesures seront prises progressivement pour la clarification de certaines spécifications techniques, afin qu'elles permettent d'attirer le plus d'entreprises locales », a-t-il ajouté. Ainsi, pendant deux jours de réflexions et de travaux intenses, les acteurs du secteur de l'énergie et des énergies renouvelables ont fait plusieurs recommandations. Il s'agit, entre autres, de l'intégration dans le Document de la politique sectorielle de développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique de la Côte d'Ivoire, des changements à venir dans certains secteurs comme celui du transport avec l'arrivée très prochaine des véhicules électriques et trains urbains. Ainsi que la répartition de l'objectif de 42% d'énergie renouvelable dans le mix énergétique par filière EnR. S'agissant du Plan d'action de l'électrification hors-réseau, l'atelier a souhaité des partenariats public-privé pour la mise en œuvre de projets de micro et mini-réseaux, la réalisation d'une étude d'évaluation du potentiel d'électrification hors-réseau dans la zone non couvertes par le réseau. Pour ce qui est de l'arrêté relatif à l'activité d'autoproduction d'électricité, l'atelier a recommandé d'examiner la possibilité de réduction du délai de 6 mois pour relancer un dossier suite à un refus à trois mois et instaurer des mesures incitatives pour les industriels.

**SOGONA SIDIBÉ**



Inspection générale du Trésor / Grâce à un financement de la Banque africaine de développement (Bad), à travers le Projet d'appui à la gestion économique et financière (Pagef), dixsept cadres de la division Audit et régulation de l'Inspection générale du Trésor sont en formation.

## La division audit interne et régulation se met à niveau



Les bénéficiaires de la formation en compagnie du directeur général Jacques Konan Assahoré.

cette occasion et traiteront, entre autres des fondamentaux de l'audit interne ; de l'indépendance et de l'objectivité ; de la compétence et de la conscience professionnelle ; du programme d'assurance et d'amélioration qualité ; de la gouvernance, du management des risques et du dispositif de contrôle ; des risques de fraude ; de la sécurité de l'information et de la gestion financière. « Avec ces nouvelles compétences qu'ils acquerront à l'issue de la formation, nos auditeurs internes devraient, j'en suis persuadé, produire, dans le cadre de leurs travaux, des rapports d'audit de qualité assortis de recommandations pertinentes, susceptibles d'améliorer les performances des services du Trésor public », a soutenu l'inspecteur général du Trésor.

**JULES CÉSAR**

Depuis le 1er août jusqu'au 09 septembre 2019 dix-sept cadres de la division Audit et régulation de l'Inspection générale du Trésor sont en formation à Abidjan. Ce renforcement de capacités leur permettra d'acquérir une certification en qualité d'auditeurs internes. « L'audit interne est une composante majeure du projet de réforme du dispositif de contrôle inscrit au Plan stratégique de développement de notre institution », a indiqué le directeur général du Trésor public, Jacques Konan Assahoré, à l'ouverture officielle de cette session de formation. Selon lui, cette formation permettra aux cadres de l'Inspection générale du Trésor de hisser les organes du Trésor public aux standards internationaux. S'adressant aux bénéficiaires de la formation, le directeur général conseille : « En tant que vérificateurs et très certainement bientôt auditeurs, vous devez avoir pleinement conscience des défis qui vous attendent. Il s'agit, notamment, de la nécessité de vous conformer au nouveau contexte qui inscrit les actions du Trésor public dans la recherche permanente de la performance incluant des indicateurs d'efficience et de qualité du service public ». Situait le contexte de la formation, l'inspecteur général du Trésor, Koné Doféré a déclaré qu'il s'agit de créer un environnement propice à l'émergence de l'audit interne à travers une forte vulgarisation de cette matière, de renforcer les capacités opérationnelles du service d'audit et d'accroître le professionnalisme des auditeurs internes du Trésor public. Plusieurs thématiques seront abordées à

Conception d'un plan directeur des infrastructures / L'agence gouvernementale des Etats-Unis, le Millennium challenge corporation (Mcc) a annoncé un nouveau partenariat stratégique avec Bechtel Infrastructure Corporation et le gouvernement de Côte d'Ivoire...

## Mcc, Bechtel et la Côte d'Ivoire lancent un nouveau partenariat stratégique



Sean Cairncross, Sir James Dutton et le ministre Patrick Achi (au centre) après la signature du protocole d'accord.

L'agence gouvernementale des Etats-Unis, le Millennium challenge corporation (Mcc) a annoncé un nouveau partenariat stratégique avec Bechtel Infrastructure Corporation et le gouvernement de Côte d'Ivoire, axé sur la conception d'un plan directeur des infrastructures nationales. Le directeur général du Mcc, Sean Cairncross, s'est joint à Sir James Dutton, président régional de Bechtel pour l'Afrique, et le secrétaire général de la Présidence de la République de Côte d'Ivoire, le ministre Patrick Achi, à Abidjan, pour signer un protocole d'accord commémorant ce partenariat. « Je suis très heureux de signer ce protocole d'accord en ce jour avec Bechtel Infrastructure Corporation et le gouvernement de Côte d'Ivoire », a déclaré Sean Cairncross, directeur général du Mcc. « La conception d'un plan directeur des infrastructures est essentiel pour nous permettre d'identifier les opportunités d'investissements coordonnées et complémentaires entre les partenaires du secteur public, du secteur privé et de la société civile. Mcc, Bechtel et le gouvernement de Côte d'Ivoire apportent une expertise et des approches uniques à cette initiative et nous sommes impatients d'entamer une collaboration fructueuse », a-t-il poursuivi. Bechtel a l'intention de mobiliser à Abidjan, une équipe pour travailler avec le Mcc aux côtés de représentants du gouvernement ivoirien, en vue d'élaborer un plan directeur des infrastructures très performant qui pourrait également servir de modèle aux pays de la région. Sir James Dutton de Bechtel a également souligné le rôle crucial que joue le plan directeur des infrastructures. « Nous sommes ravis de collaborer avec le Mcc et la Côte d'Ivoire sur cette initiative innovante

susceptible d'améliorer la vie des communautés dans l'ensemble de la Côte d'Ivoire», a-t-il déclaré. « Le gouvernement de Côte d'Ivoire se réjouit de la perspective de travailler avec le Mcc et Bechtel dans le cadre de nos efforts continus pour promouvoir une croissance économique durable et la stabilité de façon durable », a indiqué le Ministre Patrick Achi. « Le plan directeur des infrastructures nationales sera un guide pour les futurs projets d'infrastructures et servira de feuille de route pour accroître la croissance économique, réduire la pauvreté et augmenter les investissements étrangers en Côte d'Ivoire ». Notons que ce programme est différent de l'accord de 5 ans d'une valeur de 525 millions de dollars, conclu entre le Mcc et la Côte d'Ivoire, qui soutient les efforts du pays pour surmonter les principaux obstacles à la croissance économique par des investissements dans les secteurs de l'éducation et des transports.

Source : Sercom

**JULES CESAR**



Compétitivité des industries / L'Agence pour le développement de la compétitivité des industries de Côte d'Ivoire (Adci), après trois années d'activité (Octobre 2016-juillet 2019), a présenté ses résultats au cours d'une conférence de presse le jeudi 25 juillet 2019, à Marcory.

## L'adhésion des chefs d'entreprises souhaitée

L'Agence pour le développement de la compétitivité des industries de Côte d'Ivoire (Adci), après trois années d'activité (Octobre 2016-juillet 2019), a présenté ses résultats au cours d'une conférence de presse le jeudi 25 juillet 2019, à Marcory. A cette occasion, son directeur général, Mohamed Diabaté, a surtout exposé sur les acquis du Programme national de restauration et de mise à niveau (Pnrnm) financé par la Banque africaine de développement (Bad), dans le cadre du Projet d'appui à la compétitivité du secteur industriel (Parcsi), pour un montant global de 8,2 milliards de Fcfa. Représentant plus de la moitié de ce financement destiné à apporter un soutien direct aux entreprises nationales pour relever leurs performances managériales, commerciales, industrielles et faciliter leur accès au financement. Pour lui, les résultats sont positifs. Les résultats avérés ont dépassé les espérances ! Alors qu'on tablait sur l'adhésion de 50 entreprises, c'est 75 d'entre elles qui ont adhéré au programme et 55 ont pu construire un nouveau business plan. De surcroît, 130 cadres ont renforcé leurs capacités dans au moins une des disciplines fondamentales de gestion. A l'en croire, le Parcsi a enregistré, au 30 juin 2019, 75 entreprises contre 50 attendues soit un taux de réussite de 150%. Parmi elles, 110% ont fait l'objet de diagnostic, de plan de mise à niveau et bénéficié d'un business plan, 70% ont profité de la mise en place d'un système de management qualité et certification, 30% d'AT in situ, 65% des cadres attendus (200) de ces entreprises ont bénéficié de formation. Le patron de l'Adci a néanmoins plaidé pour la revalorisation du budget alloué à son institution. « L'Adi est encore fragile financièrement...Il nous faut donner le meilleur encadrement possible à nos entreprises pour grandir et gagner des parts de marché dans la sous-région » a-t-il soutenu en présence de plusieurs chefs d'entreprises dont Armand Kindo, directeur général de la Sifaap.

**SERGE AMANY**